



Rebonds

La Chine tire profit du climat international pour opprimer cette minorité musulmane.

Au secours des Ouïgours

Par Chloé FROISSART
mardi 21 septembre 2004

Par Chloé Froissart chercheuse
au Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), Hong Kong.

L'été aura été dur pour les Ouïgours, musulmans d'origine turque qui peuplent la province du Xinjiang, au nord-ouest de la Chine. Arrestations et condamnations se sont succédé dans le sud de la province et deux hommes ont été exécutés le 21 juillet pour «*atteinte à la sécurité de l'Etat*». Dans le seul district de Khotan (Hetian en chinois), soixante-quinze personnes, dont vingt-sept enfants, auraient été arrêtées pour «*activités religieuses illégales*». Les autorités locales ont annoncé que huit d'entre elles seraient jugées en public et que l'événement serait retransmis à la télévision afin d'«*éduquer les masses*». Cette pratique des jugements publics organisés en plein air où les accusés habillés en bagnards, tête rasée et mains ligotées derrière le dos, portent à leur cou une pancarte mentionnant leur chef d'accusation, était monnaie courante entre 1997 et 1999, lorsque les tensions ethniques étaient à leur comble. Si elle est aujourd'hui remise au goût du jour, c'est que la Chine tire parti du contexte international, depuis le 11 septembre 2001, pour faire accepter la politique d'assimilation forcée qu'elle mène au nom de la lutte contre le «*terrorisme*» dans la «*région autonome ouïgoure du Xinjiang*».

La nouvelle propagande gouvernementale qui consiste à assimiler toute forme d'opposition ou d'affirmation de l'identité ouïgoure au terrorisme international marche à merveille. Pourtant, la prédominance du soufisme et du culte des saints ne prédispose pas les Ouïgours au fondamentalisme religieux, pour lequel ils se montrent souvent critiques. Certes, une minorité est tentée par cette forme extrême de réaction identitaire : vingt-deux Ouïgours, arrêtés par les Américains dans les camps de Ben Laden en Afghanistan, sont actuellement détenus à Guantanamo. Les Etats-Unis ont refusé de les rendre à la Chine, le Xinjiang étant la seule province où l'exécution des prisonniers politiques reste commune.

Mais la majorité de la population n'a tout simplement pas les moyens de pratiquer sa religion. L'éducation religieuse est interdite jusqu'à l'âge de 18 ans et il n'y a dans toute la province que deux universités coraniques, à Urumqi et à Kashgar, qui scolarisent quelques centaines d'étudiants triés sur le volet. L'enseignement y fait l'objet d'un strict contrôle par le parti, de même que les mosquées. Inquiètes pour l'identité culturelle de leurs enfants, certaines familles bravent l'interdit et organisent des réunions dans l'intimité des maisons, au cours desquelles le grand-père fait la lecture du Coran. Et la restriction des pratiques religieuses ne s'applique pas qu'aux mineurs : «*La pression sociale est telle que tous ceux qui sont employés évitent d'y prier par peur de perdre leur travail*», déplore une jeune femme à Urumqi.

Soucieuse de justifier sa position, la Chine multiplie les amalgames et toute forme de manifestation culturelle est devenue suspecte. En 2002, des centaines de livres ont été interdits et brûlés dans la région de Kashgar pour «*atteinte idéologique à l'Etat chinois*». Aujourd'hui encore, les allées et venues d'une camionnette de police devant un rassemblement de paysans venus écouter un conteur à l'occasion de la tenue du bazar, montre que toute manifestation culturelle populaire est soupçonnée de véhiculer un message séparatiste.

Faire sortir le Xinjiang de la pauvreté en échange de l'abandon des revendications politiques et renforcer la dépendance de la province par rapport au Centre est le pari de l'Etat chinois. Si le Xinjiang peut se targuer d'un des PNB par habitant les plus élevés des régions de l'Ouest, cette donnée macroéconomique est démentie par une ligne de partage ethnique des inégalités socio-économiques. Les entreprises recrutent en priorité les Hans et, selon le gouvernement, l'emploi des Ouïgours a baissé ces dernières années. Dans la capitale provinciale, peuplée aux trois-quarts de Chinois, le bazar vient d'être transformé en complexe commercial qui s'étend de part et d'autre d'un supermarché Carrefour. L'enseigne se veut le symbole de la réussite de la politique de développement de l'Ouest, lancée par le gouvernement central à l'été 1999. Pourtant, cette campagne de rééquilibrage économique entre les provinces occidentale et orientale peine toujours à attirer les investissements étrangers au Xinjiang. C'est avant tout le gouvernement central qui investit dans des travaux d'infrastructure pour désenclaver la région et créer les axes de communication Nord-Sud qui doivent permettre le rééquilibrage ethnique dans le Sud à majorité musulmane.

Ces travaux, qui profitent aussi aux autochtones, sont des signes extérieurs de développement qui rendent toute contestation encore plus hasardeuse. L'exploitation des ressources naturelles (gaz et pétrole), de même que l'ensemble des infrastructures industrielles, sont monopolisés par de grandes entreprises d'Etat, tandis que le Xinjiang est de plus en plus dépendant de l'importation de produits manufacturés. *«Nos paysans sont obligés de vendre leur coton à bas prix à l'Etat chinois qui le revend plus cher à des usines shanghaiennes, qui à leur tour écoulent ici leurs vêtements au prix fort»*, dénonce Aziz, employé d'une des rares ONG étrangères qui ont réussi à mettre en place des programmes humanitaires.

Dans ce contexte, le seul moyen pour un Ouïgour d'assurer une sécurité physique et économique à sa famille est de devenir fonctionnaire du gouvernement chinois. Mais la porte est étroite : les autochtones sont souvent maintenus à des postes administratifs subalternes et ne peuvent accéder à la fonction de secrétaire du parti. Il s'agit aussi de renoncer à sa religion. En qualité de représentant du matérialisme scientifique, aucun membre du parti ou fonctionnaire ouïgour, qu'il soit administrateur ou enseignant, n'a le droit de se rendre dans une mosquée pour prier.

Dans la population, on sait qu'il a existé des royaumes et des Républiques ouïgours. *«La version officielle est que le Xinjiang est une partie inséparable de la Chine depuis la dynastie des Hans occidentaux, et je dois essentiellement insister sur la période préislamique ainsi que sur la "libération pacifique" par les communistes»*, explique Masenjem, professeur d'histoire dans un collège de Khotan.

Si le contrôle de l'histoire du peuple ouïgour ne date pas d'hier, c'est surtout sa langue qui a fait récemment l'objet de l'offensive du gouvernement chinois. L'usage du ouïgour a été quasiment évincé des universités en 2002 et la prochaine réforme, qui sera mise en place entre 2006 et 2010, constituera un pas décisif dans l'occultation de cette langue : tous les cours seront enseignés en chinois à partir du collège, y compris dans les établissements ouïgours. Si le gouvernement chinois gagne son pari d'enrayer les revendications nationalistes en réprimant l'identité ethnique, cela signifie la disparition d'un peuple. S'il le perd, c'est la porte ouverte à l'émergence d'un véritable extrémisme politique et religieux.

<http://www.libération.fr/page.php?Article=239991>